

Article 4. — La commission de surveillance et de correction des épreuves est composée du corps enseignant et des autres membres du jury spécialistes.

Article 5. — Le secrétariat du jury sera assuré par le chef de division de la Formation professionnelle.

Article 6. — Le Directeur de la Formation professionnelle et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Libreville, le 4 mai 1973.

Lieutenant-Colonel Raphaël MAMIKA.

DECRET n° 673/PR, rajustant le décret n° 6/PR, instituant un régime des prestations familiales au profit des travailleurs gabonais et portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail du Gabon.

Le Président de la République gabonaise, Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 263/PR du 7 mars 1973, fixant la composition du Gouvernement, modifié par le décret n° 406/PR du 28 mars 1973 ;

Vu les articles 131, 142 et 144 du Code du Travail ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

Article premier. — Un régime des prestations familiales est institué au profit de tous les travailleurs visés à l'article 1^{er} de la loi n° 88/61 du 4 janvier 1962, portant institution du Code du Travail de la République gabonaise, exerçant dans le territoire du Gabon une activité pour le compte d'une personne physique ou morale, publique ou privée et ayant à sa charge un ou plusieurs enfants résidant dans ce territoire.

L'activité de service prévue ci-dessus doit s'exercer depuis au moins quatre mois consécutifs chez un ou plusieurs employeurs, sauf cas de force majeure dûment constaté selon les dispositions du deuxième alinéa du 1^o de l'article 9.

Les travailleurs salariés visés au paragraphe 1 ci-dessus dont les enfants résident dans un territoire d'un Etat de l'Union africaine et malgache peuvent bénéficier des prestations familiales à condition que soit instauré dans ledit territoire un régime de prestations familiales et que soit conclue, entre la Caisse du lieu d'emploi et la Caisse du lieu de résidence, une convention dont les formes et modalités sont déterminées par le décret fixant l'organisation et le fonctionnement de la Caisse de Compensation.

Lorsque les enfants des travailleurs visés au paragraphe 1 ci-dessus résident dans un territoire étranger, les modalités d'attribution des prestations familiales seront réglées par des dispositions ultérieures.

Ne sont pas visés par le présent décret, les travailleurs et leurs conjoints — même salariés — bénéficiaires d'un régime particulier d'allocations familiales payées par le budget de l'Etat.

TITRE II

PRESTATIONS

Article 2. — Le régime des prestations institué par le présent décret comprend :

- 1°) les allocations prénatales ;
- 2°) les primes à la naissance ;
- 3°) les allocations familiales proprement dites ;
- 4°) éventuellement des prestations en nature.

A ces prestations s'ajoutent les indemnités journalières prévues à l'article 115 du Code du Travail en faveur des femmes salariées en couches.

CHAPITRE PREMIER

Allocations prénatales

Article 3. — Le droit aux allocations, prénatales est ouvert à compter du jour où l'état de grossesse est déclaré, à toute femme salariée ou à la conjointe d'un travailleur salarié lorsqu'elle est mariée à l'état civil ou qu'elle a contracté un mariage coutumier déclaré à l'état civil.

Si cette déclaration, accompagnée d'un certificat médical, est adressée à la Caisse dans les quatre mois de la grossesse, les allocations sont dues pour les neuf mois précédant la naissance.

Un décret pris après avis du Directeur du service de Santé déterminera les cas où le délai de quatre mois prévu ci-dessus pourra être prolongé pour certaines régions du territoire en fonction de formations sanitaires existantes.

Article 4. — A la suite de la déclaration de la grossesse, il est délivré à l'intéressée, par les soins de la Caisse de Compensation, un carnet de santé "Protection maternelle et infantile". La déclaration de grossesse doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à l'immatriculation du nouvel allocataire. Le carnet de grossesse doit comporter tous les renseignements médicaux et d'état civil exigés par la présente réglementation et celle qui la complète ou la modifie.

Le modèle en sera fixé par le règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

Article 5. — Le paiement à la mère des allocations prénatales est subordonné à des examens médicaux, dont le nombre et la périodicité sont fixés par le règlement intérieur de la Caisse de Compensation qui sera appelé à se prononcer sur l'attribution de tout ou partie de l'allocation.

Dans les localités dépourvues de médecins, le Directeur du service de Santé désignera le personnel appartenant ou non au service de la Santé publique, qui pourra être habilité à effectuer les constatations d'examen au vu desquelles seront délivrés les certificats.

Si les prescriptions édictées pour la protection sanitaire de la mère et de l'enfant ne sont pas respectées, la Caisse de Compensation peut, après enquête, supprimer le versement de tout ou partie de la fraction venant à échéance.

Les modalités de paiement des allocations prénatales, leur périodicité et les conditions dans lesquelles le paiement peut être suspendu, dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, sont fixées par le règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

CHAPITRE II

Prime à la naissance

Article 6. — Tout travailleur marié devant l'officier d'état civil ou ayant contracté un mariage coutumier déclaré à l'état civil, perçoit une prime à la naissance à l'occasion de la naissance des enfants issus soit d'un mariage monogame ou d'un premier mariage polygame, soit d'un mariage subséquent, lorsqu'il y a eu décès régulièrement déclaré.

Les femmes salariées et non mariées peuvent prétendre à l'attribution de la même prime à l'occasion de la naissance de leurs trois premiers enfants.

Cette prestation est subordonnée à la production d'un acte de naissance établi par l'officier d'état civil ou par l'autorité administrative compétente, selon le statut du bénéficiaire ; elle est versée en une seule fois au père ou, le cas échéant, à la mère salariée et non mariée, selon les modalités fixées au règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

CHAPITRE III

Allocations familiales

Article 7. — Des allocations familiales sont attribuées au travailleur pour chacun des enfants à sa charge, dès la naissance et jusqu'à seize ans révolus. Pendant la première année, le paiement de ces allocations est subordonné à la consultation médicale périodique des nourrissons. Le nombre et la périodicité des consultations établis en fonction des formations sanitaires existantes, sera fixé par décret prévu à l'article 3 ci-dessus.

La limite d'âge est portée à dix-sept ans pour l'enfant placé à l'apprentissage et à vingt ans si l'enfant poursuit ses études ou si, par suite d'infirmité ou de maladie incurable, il est dans l'impossibilité de se livrer à un travail salarié.

Les allocations familiales sont maintenues pendant les périodes d'interruption d'études ou d'apprentissage pour cause de maladie, dans la limite d'une année à partir de l'interruption.

L'attribution des bourses d'enseignement ou d'apprentissage ne fait pas obstacle à l'attribution de l'allocation, sauf lorsque le boursier bénéficie d'une allocation correspondant à ses frais d'études et d'entretien et que l'apprenti perçoit une rémunération au moins égale à la moitié du montant du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Article 8. — Les allocations familiales sont payables à terme échu et à intervalles réguliers n'excédant pas trois mois.

Leur taux est déterminé en fonction du taux du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Elles sont attribuées par rang d'âge et liquidées dans les limites prévues au paragraphe premier de l'article 7 ci-dessus, d'après le nombre des enfants à charge au

premier jour du mois. Elles ne sont payées qu'à partir du premier jour du mois qui suit la naissance et sont dues pour le mois entier du décès ou pour le mois entier au cours duquel l'enfant atteint l'âge limite.

Article 9. — Le paiement des allocations familiales est subordonné :

1^o) A un minimum de travail salarié de 20 jours dans le mois ou 133 heures.

ne seront pas déduites : les absences pour congé régulier et pour accidents du Travail ou maladies professionnelles ; dans la limite de six mois, les absences pour maladies dûment constatées par un médecin agréé ; pour les femmes salariées, les périodes de repos des femmes en couches prévues à l'article 115 du Code du Travail ; dans la limite de un mois, les absences en cas de force majeure dûment constatées par l'attestation de l'Inspecteur du Travail.

2^o) A l'assistance régulière des enfants d'âge scolaire aux cours des écoles ou établissements d'éducation ou de formation professionnelle, sauf impossibilité certifiée par les autorités compétentes.

3^o) Pour les enfants nés postérieurement à la publication du présent décret, à leur inscription au registre d'état civil, dans le délai légal qui suit la naissance.

4^o) A la consultation trimestrielle de l'enfant pendant sa première année et à la consultation semestrielle à partir de sa deuxième année et jusqu'à l'âge auquel l'enfant est normalement suivi par le service médical scolaire là où il existe.

Les allocations prévues jusqu'à cet âge peuvent être refusées dans les conditions définies au règlement intérieur de la Caisse si les prescriptions édictées par le médecin pour la protection sanitaire de la mère de l'enfant ne sont pas respectées par l'intéressé.

Des périodicités de consultations médicales des enfants autres que le trimestre ou le semestre pourront être fixées pour certaines régions du territoire, en fonction des formations sanitaires existantes, par l'arrêté prévu à l'article 3 ci-dessus.

Les modalités d'attribution et de paiement des allocations familiales sont fixées par le règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

Article 10. — Sauf dérogation générale prévue au règlement intérieur de la Caisse de Compensation, les allocations familiales sont payées à la mère.

Des dérogations particulières peuvent être décidées par le conseil d'administration de la Caisse après enquête au profit de toute personne qui aurait la charge et la garde effective de l'enfant.

Un tuteur aux allocations familiales peut être désigné par la juridiction compétente sur instance introduite par la Caisse lorsqu'il s'avère que le montant des allocations n'est pas employé dans l'intérêt de l'enfant.

CHAPITRE IV

Indemnité journalière prévue à l'article 115 du Code du Travail en faveur des femmes salariées.

Article 11. — Outre les allocations prénatales prévues à l'article 3 ci-dessus, les femmes salariées perçoivent

pendant la période qui précède et qui suit l'accouchement, telle qu'elle est définie à l'article 115, paragraphe 2 du Code du Travail, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire effectivement perçue au moment de la suspension du contrat de travail.

Les conditions d'attribution et de paiement de cette indemnité sont déterminées au règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

Jusqu'à la prise en charge effective de cette prestation par la Caisse de Compensation, l'employeur versera directement l'indemnité définie à l'article 115 du Code du Travail. Cette date de prise en charge sera fixée par décret.

CHAPITRE V

Action sanitaire et sociale

Article 12. — En sus des allocations prévues aux chapitres précédents, des aides et prestations en nature pourront être servies à la famille du travailleur quel que soit le statut matrimonial de celui-ci, à toute personne qualifiée qui aura la charge de les affecter aux soins exclusifs de l'enfant.

Ces avantages sont imputés sur un fonds spécial de la Caisse de Compensation dénommé « Fonds d'action sanitaire, sociale et familiale ».

Article 13. — Outre le service des prestations en nature prévu à l'article précédent, le fonds d'action sanitaire, sociale et familiale des caisses de compensation a pour objet :

1°) L'institution, la gestion et l'entretien des services médico-sociaux et des services sociaux de la Caisse, chargée en particulier de la gestion des prestations en nature prévues à l'article 12 ci-dessus ;

2°) Eventuellement :

— l'attribution de subventions aux services chargés de l'enseignement, de la propagande et de la documentation sur l'hygiène et l'économie familiales ;

— l'attribution de subventions ou de prêts à des institutions, établissements ou œuvres d'intérêt sanitaire ou social pour les familles des allocataires ;

— l'acquisition, la construction, la prise à bails, l'aménagement et la gestion de tout établissement sanitaire et social pouvant être créé en faveur des familles de travailleurs ;

— l'encouragement à l'aide à la construction et à l'amélioration de l'habitat en faveur des familles de travailleurs.

Article 14. — Le conseil d'administration élabore à la fin de chaque année suivante, dans la limite des disponibilités, un programme d'action sanitaire, sociale et familiale, qui est soumis à l'approbation du Ministre du Travail, contrôlé dans son exécution par le Directeur du Travail.

TITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

Article 15. — Aux termes du présent décret, ouvrent droit aux prestations familiales les enfants effectivement

à la charge du bénéficiaire et qui entrent dans les catégories suivantes :

1°) Les enfants issus du mariage de l'intéressé, quel que soit son statut, à condition que ce mariage soit inscrit à l'état civil ;

2°) Les enfants des femmes salariées et non mariées ;

3°) Les enfants que la femme du bénéficiaire a eus d'un précédent mariage lorsqu'il y a eu décès régulièrement déclaré ou divorce judiciairement prononcé ou que celui-ci contribue à leur entretien ;

4°) Les enfants ayant fait l'objet d'une adoption par le travailleur marié, en conformité des dispositions du Code civil ou d'une légitimation adoptive conformément aux règles civiles du Code.

La veuve du bénéficiaire n'exerçant pas une activité professionnelle continue à percevoir les prestations familiales à condition qu'elle assure la garde et l'entretien des enfants qui étaient à la charge du bénéficiaire décédé.

Lorsque le mari et la femme ont tous deux la qualité de travailleur et peuvent prétendre à ce titre, chacun de son côté, à des prestations familiales, celles-ci sont établies et liquidées au nom de celui qui bénéficie des prestations les plus avantageuses.

Article 16. — Les travailleurs bénéficiaires des prestations sont obligatoirement déclarés à la Caisse de Compensation par l'employeur et reçoivent un numéro d'immatriculation. Toutefois, la charge de la preuve des droits aux prestations incombe aux seuls bénéficiaires.

Il leur est remis un « livret familial d'allocataire » sur lequel sont portés les noms du bénéficiaire, de son conjoint et de leurs enfants à charge. L'indication du chef de famille y sera mentionnée et, s'il y a lieu, le nom des différentes épouses.

Le modèle du livret familial d'allocataire et la nomenclature justificatifs nécessaires à son établissement seront fixés par le règlement intérieur de la Caisse de Compensation.

Article 17. — Le taux des prestations familiales définies au titre II ci-dessus est fixé par décret pris dans les mêmes formes que le présent décret.

Article 18. — Les prestations familiales sont payées soit directement par la Caisse de Compensation, soit par ses préposés locaux.

L'employeur ou son préposé, des sociétés mutualistes, tout autre organisme ou service public, pourront être habilités, dans les conditions qui seront définies au règlement intérieur de la Caisse de Compensation, à assurer le service de ces prestations.

Ils agiront, dans ce cas, comme intermédiaire de la Caisse, à laquelle incomberont la constatation des droits des allocataires et la liquidation du montant des prestations, et qui leur donnera toutes les indications concernant les pièces justificatives à établir lors du paiement.

Article 19. — Les bénéficiaires des prestations familiales qui n'ont pu en percevoir le montant lors des échéances réglementaires auront un an pour en demander le paiement à la Caisse à compter de la date de l'échéance.

Article 20. — Les allocations familiales, les allocations prénatales et l'indemnité prévue en application de l'article 115 du Code du Travail sont incessibles et insaisissables conformément aux dispositions de l'article 107 du Code du Travail.

TITRE IV GESTION - CONTROLE CHAPITRE PREMIER

Gestion

Article 21. — La gestion des prestations familiales est assurée par une Caisse territoriale de compensation chargée de l'encaissement des cotisations et du service des prestations.

L'organisation et le fonctionnement de la Caisse territoriale de compensation seront déterminés par décret pris dans les mêmes formes que le présent.

La Caisse territoriale peut créer des sections locales ou désigner des correspondants.

Elle peut être autorisée par le Ministre du Travail à gérer en comptes distincts et pour le compte d'un autre territoire les prestations familiales audit territoire.

Elle peut constituer avec les caisses d'autres territoires des « unions » aux fins de se consulter sur toute question de leur ressort, d'établir en commun leur programme d'action sanitaire, sociale et familiale ou de créer des services d'intérêts communs.

La Caisse de Compensation et les « unions » jouissent de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elles fonctionnent conformément aux dispositions législatives prévues en matière de sociétés de secours mutuels.

Elles sont gérées par un conseil d'administration dans lequel doivent siéger :

1°) Pour un tiers, des délégués de l'Assemblée nationale et des membres désignés par le Ministre du Travail, parmi lesquels deux personnes qui devront être représentants des associations familiales, s'il en existe, seront choisis en raison de leur compétence reconnue en matière sociale ;

2°) Pour un tiers, les représentants des travailleurs ;

3°) Pour un tiers, les représentants des employeurs, y compris éventuellement l'administration.

Le conseil pourra s'adjoindre, à titre consultatif, des personnalités désignées en raison de leur compétence sociale reconnue.

Les représentants des employeurs sont désignés dans les mêmes conditions que les délégués aux commissions consultatives du travail en vertu des dispositions de l'article 159 du Code du Travail en République gabonaise.

Les délibérations du conseil d'administration font l'objet d'un procès-verbal contresigné par le Directeur du Travail qui en assure la transmission au Ministre du Travail. Elles deviennent exécutoires si, dans les délais d'un mois de leur notification, elles n'ont pas fait l'objet d'une opposition de la part du Ministre du Travail.

Le Directeur du Travail contrôle, dans le cadre de ses attributions définies à l'article 142 du Code du Travail, la Caisse de Compensation.

Le Ministre du Travail ou son représentant assiste aux délibérations du conseil d'administration ; il est obligatoirement entendu sur les points de l'ordre du jour ; figurent obligatoirement à l'ordre du jour toutes questions dont l'inscription est demandée par le Ministre du Travail ; pour les vérifications comptables, celui-ci peut être assisté d'experts-comptables agréés ou d'agents administratifs relevant des services financiers désignés par le Ministre du Travail.

Article 22. — Est obligatoirement affilié à la Caisse de Compensation, tout employeur occupant des travailleurs salariés, quels que soient leur âge, leur sexe et leur nationalité, et exerçant une activité dans le ressort de la dite Caisse.

Cette affiliation prend effet à la date d'embauche et, pour le personnel en service, à la date d'existence légale de la Caisse de Compensation.

Article 23. — Le financement des prestations familiales et les frais de gestion de l'institution sont assurés :

A) *En recettes ordinaires :*

1° Par les cotisations des employeurs dont le taux et éventuellement le montant forfaitaire minimum sont fixés par décret pris dans les mêmes formes que celui-ci.

Pour le paiement de l'indemnité journalière visée à l'article 11 ci-dessus, il est prévu une cotisation supplémentaire versée par les employeurs assujettis aux dispositions de la présente réglementation et dont le taux est fixé par décret distinct.

Les cotisations sont assises sur l'ensemble des salaires, y compris les avantages en nature et indemnités diverses versées par l'employeur à son personnel salarié.

Toutefois, les rémunérations dépassant un montant annuel, fixé par décret pris dans les mêmes formes que celui-ci, ne sont comptées que pour ce montant.

Le montant du salaire ou gain à prendre en considération pour base de calcul des cotisations, en application des paragraphes ci-dessus, ne peut être inférieur en aucun cas au montant du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable aux travailleurs intéressés.

2° *Eventuellement :*

— par des contributions annuelles servies par le budget du Gabon et couvertes par le produit des impôts, taxes, contributions ou centimes additionnels délibérés par les assemblées compétentes.

Le produit des recettes et contributions budgétaires sera réparti au profit des différents comptes de gestion des caisses par décret.

B) *En recettes ordinaires.*

Eventuellement :

— par subventions du budget du Gabon, pour frais de premier équipement et d'installation de la Caisse de Compensation et pour l'organisation des services médico-sociaux qui en dépendent.

Article 24. — Un décret pris dans les mêmes formes que le présent, après délibération de l'Assemblée nationale, déterminera, éventuellement, sous formes d'avances remboursables, le mode de constitution des

fonds de premier établissement nécessaires pour assurer pendant la première année le fonctionnement de la Caisse de Compensation et le service des prestations.

CHAPITRE II

Contrôle et Contentieux

Article 25. — Le contrôle de l'application du présent décret et notamment du paiement des cotisations et du versement des prestations est assuré par les inspecteurs du Travail du ressort, selon les pouvoirs qui leur sont reconnus au chapitre premier du titre VII du Code du Travail de la République gabonaise.

Article 26. — Toute action ou poursuite effectuée contre un employeur doit être précédée d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée.

Article 27. — Les employeurs sont tenus de recevoir à toute époque les agents qualifiés des caisses, à condition qu'ils aient reçu délégation de l'inspecteur du Travail.

Article 28. — Sera puni d'une amende de 200 à 24.000 francs et, en cas de récidive, de 1 à 15 jours d'emprisonnement, quiconque aura contrevenu aux prescriptions du présent décret.

En cas de non-paiement partiel des cotisations dues par l'employeur, l'amende sera infligée autant de fois qu'il y aura de travailleurs pour lesquels les versements n'ont pas été ou n'ont été que partiellement effectués sans que le montant total des amendes infligées à un même contrevenant puisse excéder cinquante fois le taux maximum de l'amende prévue, sans préjudice de paiement de la somme due au titre des cotisations, y compris les intérêts moratoires.

Sont également passibles des peines applicables du chef d'infractions prévues et punies par le Code pénal :

— les directeurs et agents-comptables des Caisses de Compensation qui se seraient rendus coupables de détournement de fonds ou qui auraient commis des fraudes en écritures, soit en gestion de fonds :

— toute personne qui, à quelque titre que ce soit, se serait rendue coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations qui ne sont pas dues.

Article 29. — Conformément aux dispositions légales en vigueur, toutes les contestations ayant pour origine l'application du présent décret, notamment celles s'élevant entre les bénéficiaires, les employeurs et les caisses, sont de la compétence du tribunal de première instance.

Article 30. — La nomenclature et la contexture des documents et pièces justificatives devant servir à établir le droit aux prestations familiales, ainsi que de ceux dont la production est requise pour leur perception, sont fixées au règlement intérieur de la Caisse.

Le règlement intérieur de la Caisse de Compensation est défini par décret et ne pourra ultérieurement être modifié qu'après délibération du conseil d'administration.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 31. — Pour les enfants nés antérieurement à la mise en vigueur du présent décret, l'ouverture du droit aux prestations familiales est subordonnée :

- 1) aux preuves légales de filiation ;
- 2) à la justification par le bénéficiaire ou son conjoint de l'entretien et de la garde continue de l'enfant depuis sa naissance et au minimum depuis un an.

Article 32. — Sous réserve de l'examen par le conseil d'administration de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale des demandes tardives, le travailleur ne pourra prétendre au bénéfice des prestations familiales qu'à partir du premier jour du mois où il aura produit les justifications visées aux articles 30 et 31 du présent décret.

TITRE VI

Article 33. — La Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale assure la gestion des prestations familiales.

Elle est chargée de l'encaissement des cotisations et prescriptions du présent décret.

La Caisse jouit de la personnalité morale et est dotée de l'autonomie financière. Elle fonctionne conformément aux dispositions de la législation en vigueur sur les sociétés de secours mutuels.

Article 34. — Le siège social et la compétence territoriale de la Caisse sont fixés aux statuts de la Caisse ; ils sont établis sur les bases du modèle fixé au présent décret.

Les statuts sont établis par délibération du conseil d'administration, soumise à l'approbation du Ministre du Travail dans les conditions prévues à l'article 21 du présent décret.

Ils seront modifiés dans les mêmes formes.

Le règlement intérieur est fixé par décret après délibération du conseil d'administration.

Article 35. — La date d'approbation des statuts est la date d'existence légale de la Caisse.

TITRE VII

ORGANISATION DE LA CAISSE

SECTION I

Conseil d'administration

Article 36. — La Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale est administrée par un conseil d'administration nommé par arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, à l'exception du président du conseil d'administration, qui est nommé par décret du Président de la République.

Le conseil d'administration est composé de douze membres se répartissant comme suit :

- un représentant de l'Assemblée nationale,
- un représentant du Ministère des Finances,
- un représentant du Ministère de la Santé publique et de la Population,
- un membre représentant les associations familiales ou, à défaut, une personnalité indépendante compétente en matière sociale désignée, dans l'un ou l'autre cas, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Article 40. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés du président de séance et du secrétaire du conseil. Elles deviennent définitives et exécutoires dans les conditions prévues à l'article 21 du présent décret.

Article 41. — Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de la Caisse.

Il est obligatoirement appelé à délibérer, notamment sur :

- les statuts ;
- le budget de la Caisse, en dépenses et en recettes ;
- les achats, ventes, échanges d'immeubles, les baux, les constitutions et cessions de droits réels, immobiliers, les transactions ;
- l'acceptation des dons et legs ;
- le rapport annuel du directeur de la Caisse et les comptes annuels de gestion de l'agent-comptable ;
- les conditions et délais dans lesquels doivent être servies les prestations en nature ;
- à la fin de chaque année et pour l'année suivante, dans la limite des disponibilités, le programme d'action sanitaire, sociale et familiale.

Article 42. — Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein, au bulletin secret, les membres des commissions auxquelles il peut déléguer une partie de ses pouvoirs.

Commission permanente :

La commission permanente, présidée par le président, comprend au moins trois administrateurs.

Elle peut recevoir délégation du conseil pour donner un avis sur un point particulier. Elle peut être consultée par le président en cas d'urgence. Dans ce dernier cas, l'avis émis est présenté lors de la prochaine réunion du conseil.

Commission de contrôle :

Elle est composée de quatre administrateurs parmi lesquels figurent obligatoirement un membre désigné par l'Assemblée nationale et un membre désigné par le Ministère des Finances.

Le conseil d'administration et le Ministre du Travail désignent, en outre, l'un et l'autre pour être adjoint à cette commission, un commissaire aux comptes non administrateur.

Elle a principalement la charge de vérifier la comptabilité. Elle examine les comptes annuels de gestion de l'agent-comptable. Elle est tenue de présenter au conseil un rapport sur les opérations effectuées au cours de l'année et sur la situation financière de l'organisation en fin d'année.

Elle procède au moins une fois par an à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improviste.

Commission de recours gracieux :

La commission de recours gracieux, comprenant au moins trois administrateurs, étudie les réclamations des employeurs affiliés ou des allocataires et propose la décision à la sanction du conseil.

Cette commission examinera également, suivant la même procédure, les questions relatives aux accidents du travail.

Article 43. — La Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale est placée sous l'autorité du directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et après avis du conseil d'administration.

1^o Le directeur général est responsable de l'action des différents services administratifs, techniques et médico-sociaux de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale.

A ce titre, il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration, sous le contrôle de l'autorité de tutelle.

Il est ordonnateur des budgets de la Caisse en recettes et en dépenses.

Par délégation du président du conseil d'administration et sous sa responsabilité, le directeur général représente la Caisse en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le directeur général rend compte de son activité par rapport annuel qu'il soumet au conseil d'administration.

Ce conseil, après avoir délibéré, transmet le rapport au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

2^o Le directeur général de la Caisse Gabonaise de Prévoyance sociale est assisté d'un directeur général adjoint.

3^o Le directeur général adjoint de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale :

— dispose de la délégation permanente de signature du directeur général, pour toutes les questions relatives aux services des accidents du travail et des maladies professionnelles, du recouvrement des cotisations et du contentieux ;

— assure l'expédition des affaires courantes en cas d'absence de celui-ci.

4^o Le directeur général de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale peut déléguer une partie de ses attributions au directeur administratif placé auprès de lui.

Le directeur administratif est nommé par décret sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du conseil d'administration.

Il assure la coordination entre les différents régimes et la direction des actions médico-sociales.

Il dispose de la délégation permanente de signature du directeur général pour toutes les questions relatives au service de l'assurance vieillesse.

5^o Le directeur général peut déléguer également une partie de ses attributions au secrétaire général de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale placé auprès de lui.

Le secrétaire général est nommé par décret, sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du conseil d'administration.

- quatre membres représentant les organisations d'employeurs les plus représentatives dans les principaux secteurs d'activité,
- quatre membres représentant les organisations de travailleurs les plus représentatives dans les principaux secteurs d'activité.

Il est nommé un nombre égale de membres suppléants.

Le conseil peut également s'adjoindre, à titre consultatif, des personnalités dont la compétence sociale aura été reconnue par lui. Il peut inviter à assister à ses réunions des personnalités ou des techniciens de son choix pour s'éclairer de leur avis sur certaines questions déterminées.

Sous réserve des dispositions particulières prévues au présent décret, la désignation des membres employeurs et travailleurs du conseil d'administration de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale est assurée dans les conditions prévues à l'article 21 du présent décret.

La durée du mandat des membres du conseil d'administration est de deux ans. Elle est renouvelable sans limitation.

Lorsqu'une vacance se produit parmi les membres du conseil d'administration par suite de décès, démission, déchéance, ou si un membre perd la qualité qui avait motivé sa désignation, il est pourvu à son remplacement par la désignation d'un nouveau membre dans un délai maximum de deux mois.

Le mandat des membres ainsi désignés prend fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat des membres qu'ils remplacent.

Les représentants des employeurs et des travailleurs doivent satisfaire aux conditions exigées des membres chargés de l'administration ou de la direction d'un syndicat professionnel par l'article 6 du Code du Travail.

Tout membre du conseil peut se faire remplacer à une réunion déterminée, par un autre membre du conseil, muni d'un pouvoir à cet effet ; un mandataire ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir pour une même réunion.

Sont déclarés démissionnaires d'office par le Ministre du Travail, après avis du conseil d'administration, les membres qui, sans motif valable, n'assistent pas à trois séances consécutives.

Les fonctions des membres du conseil d'administration, hormis celles de président qui ouvrent droit à une indemnité dont le montant est fixé par arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sont gratuites. Toutefois, le conseil d'administration peut décider, exceptionnellement, d'allouer une indemnité à ceux de ses membres dont les fonctions font obstacle à l'exercice d'une activité professionnelle normale.

En outre, les membres du conseil d'administration peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement.

Les fonctions de membres du conseil sont incompatibles avec tout emploi rémunéré par la Caisse.

En cas d'irrégularité ou de mauvaise gestion, ou de carence, le conseil d'administration peut être suspendu par décret qui prévoit la nomination d'un administrateur provisoire.

Si les irrégularités ou la mauvaise gestion sont imputables à un ou plusieurs membres du conseil d'administration, la révocation est prononcée par décret après avis du conseil d'administration.

La révocation entraîne l'incapacité aux fonctions d'administrateur pendant deux ans à dater du décret de révocation.

Article 37. — Le conseil d'administration désigne en son sein les membres du bureau.

Le bureau comprend un président, deux vice-présidents, un secrétaire.

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret pour un an et son rééligibles.

Le président assure la régularité du fonctionnement de la Caisse, conformément aux dispositions du présent décret.

Il préside aux réunions du conseil d'administration. Il signe tous les actes et délibérations du conseil. Il représente la Caisse en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'accomplissement de ces dernières attributions, il donne, sous son contrôle et sous sa responsabilité, délégation au directeur de la Caisse.

En cas d'empêchement, il est suppléé par un vice-président.

Article 38. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président :

- en séance ordinaire, au moins une fois par semestre ;
- en séance extraordinaire, soit à l'initiative du président, soit à la demande du tiers, au moins, des membres du conseil d'administration, soit à la demande du Ministre du Travail.

La convocation est adressée par écrit huit jours au moins à l'avance. En cas d'urgence, ce délai est ramené à trois jours par décision du président.

L'ordre du jour du conseil d'administration est arrêté par le président, sur proposition du directeur, et après avis du Ministre du Travail.

Doit obligatoirement figurer à l'ordre du jour de la plus prochaine séance ordinaire ou extraordinaire, toute question dont l'inscription est demandée par le Ministre du Travail ou par le tiers au moins du conseil d'administration.

Le Ministre du Travail ou son représentant assiste aux réunions du conseil d'administration. Il est obligatoirement entendu dans ses observations avant qu'il soit procédé au vote sur chacune des questions figurant à l'ordre du jour.

Article 39. — Toutefois, si après deux convocations successives à trois jours d'intervalle au moins, le conseil ne peut être réuni en nombre suffisant, la délibération est valable quel que soit le nombre des présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il a même rang que le directeur administratif.

Il assure la gestion matérielle du personnel de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale.

Il a délégation permanente de signature du directeur général pour toutes les questions relatives aux prestations familiales.

6° L'agent comptable est nommé par décret, sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du conseil d'administration.

Il exerce ses attributions sous la seule autorité du directeur général. Il est chargé, sous sa propre responsabilité et sous le contrôle du directeur général et du conseil d'administration, de l'ensemble des opérations financières de la Caisse en recettes et en dépenses et du maniement des deniers. Il est soumis au cautionnement.

7° Le fondé de pouvoirs de l'agent comptable est nommé par décret, sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du conseil d'administration.

Il seconde l'agent comptable et exerce ses attributions sous la responsabilité de celui-ci.

Article 44. — Le personnel de la Caisse de Compensation peut être pris dans les cadres du personnel des services généraux ou des services locaux du territoire, ou bien recruté sur contrat.

Dans le premier cas, ce personnel continue à appartenir à son cadre d'origine.

Le personnel de la Caisse est placé sous l'autorité directe du directeur.

Article 45. — Lorsque l'importance des opérations le justifie, les services de la Caisse de Compensation peuvent comprendre des sections spécialisées chargées de tâches déterminées. Ils peuvent également comporter des sections locales ou des correspondants locaux dont la circonscription et les attributions sont déterminées par délibération du conseil d'administration.

TITRE III

CONTROLE DU MINISTRE DU TRAVAIL

Article 46. — Le Ministre du Travail assure le contrôle de la Caisse de Compensation.

Article 47. — Le Ministre du Travail assiste aux réunions du conseil d'administration. Il peut s'y faire représenter par un membre de son ministère.

Il est obligatoirement entendu dans ses observations, avant qu'il soit procédé au vote, sur chacune des questions figurant à l'ordre du jour.

Article 48. — Le procès-verbal des délibérations du conseil d'administration est communiqué au ministre.

Il peut frapper d'opposition tout ou partie de ces délibérations. Les délibérations frappées d'opposition sont soumises à nouveau au conseil d'administration. Si celui-ci maintient sa précédente délibération, le Ministre du Travail statue définitivement.

Les délibérations du conseil d'administration deviennent définitives et exécutoires si, dans le délai d'un mois suivant la réception du procès-verbal, le Ministre n'a pas notifié d'opposition au président du conseil d'administration.

Article 49. — Pour les vérifications d'ordre comptable, le Ministre du Travail peut se faire assister d'experts comptables agréés ou d'agents administratifs relevant des services financiers.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 50. — Les ressources de la Caisse de Compensation sont assurées par :

1° Les cotisations des employeurs comprenant les cotisations familiales et les cotisations prévues pour assurer le service de l'indemnité journalière déterminée à l'article 115 du Code du Travail.

2° Des contributions annuelles servies par le budget du Gabon et couvertes par le produit des impôts, taxes, contributions ou centimes additionnels délibérés par l'Assemblée nationale.

3° Les revenus des placements effectués par la Caisse.

4° Des contributions non remboursables par le budget du Gabon à titre de frais de premier équipement pour l'installation de la Caisse et son fonctionnement pendant six mois.

5° Des avances remboursables accordées par le budget du Gabon pour permettre à la Caisse d'assurer des prestations pendant un an.

Eventuellement :

6° Des contributions régulières au titre du budget du Gabon.

7° Des subventions accordées par le budget du Gabon à titre de frais de premier équipement pour l'organisation des services médico-sociaux.

Le Ministre du Travail, après accord avec le conseil d'administration, arrête le montant des fractions de l'ensemble des ressources, déduction faite de celles affectées à des dépenses déterminées, qui doivent servir :

— à couvrir les dépenses de fonctionnement de la Caisse ;

— à alimenter le fonds d'action sanitaire, sociale et familiale ;

— à constituer un fonds de réserve dont le montant minimum est fixé au vingtième des prestations versées en espèces au cours de l'exercice précédent.

Un décret fixera ultérieurement, après accord du conseil d'administration :

a) les limites dans lesquelles le fonds de réserve doit être placé en fonds d'Etat ;

b) la probation que ne doivent pas dépasser les placements immobiliers ;

c) le taux minimum d'intérêts que doivent comporter ces placements ;

d) les dispositions à prendre en cas de ressources excédentaires.

Article 51. — Les dépenses de la Caisse comprennent :

1° Le paiement des prestations en espèces prévues en matière d'allocations familiales ;

2° Le coût des prestations servies et opérations imputées au fonds d'action sanitaire, sociale et familiale, prévu au chapitre V du titre II du présent décret ;

3° Les frais de personnel et de matériel nécessités par le fonctionnement de la Caisse ;

4° Le remboursement des avances des collectivités publiques.

Article 52. — Les opérations de la Caisse font l'objet d'un budget annuel en recettes et en dépenses préparé par le directeur et délibéré par le conseil d'administration dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre pour l'année à venir.

Article 53. — Les deniers de la Caisse sont insaisissables et aucune opposition ne peut être pratiquée sur les sommes dues à cet établissement. Les créanciers porteurs de titres exécutoires, à défaut de décision du conseil d'administration de nature à assurer leur paiement, peuvent se pourvoir devant le Ministre du Travail aux fins d'inscription du crédit au budget de la Caisse.

Article 54. — Les cotisations sont assises sur l'ensemble des rémunérations ou gains perçus par les travailleurs dans la limite du plafond prévu et compte tenu des avantages en nature et indemnités versées.

Les éléments de rémunération versés occasionnellement à des intervalles irréguliers ou à des intervalles différents de la périodicité des paies sont, pour le calcul des cotisations, lorsqu'ils sont versés dans l'intervalle de deux paies, ajoutés à la paye suivante sans qu'il soit tenu compte de la période de travail à laquelle ils se rapportent.

A l'expiration de chaque trimestre, il est procédé à une régularisation pour tenir compte de l'ensemble des salaires et gains perçus au cours de la dite période. A cette fin, il est fait masse de l'ensemble des salaires et gains perçus depuis le premier jour du trimestre et les cotisations sont calculées sur cette masse.

Les cotisations font l'objet de versements trimestriels par l'employeur à la Caisse de Compensation dans les quinze premiers jours qui suivent l'échéance de chaque trimestre civil.

Les employeurs sont tenus de fournir à la Caisse dans les mêmes délais que ci-dessus, une déclaration comportant les indications suivantes :

1° Nombre de travailleurs salariés employés dans l'entreprise ;

2° Montant des salaires soumis aux cotisations pour la période écoulée de référence.

En cas de cession ou de cessation d'un commerce, d'une industrie, d'une exploitation ou d'une activité professionnelle quelconque, le paiement des cotisations qui ne sont pas acquittées dans le délai ou l'époque ci-dessus prévus, sont passibles d'une majoration de 0,50 pour mille par jour de retard, payable en même temps que les cotisations.

Les majorations de retard visées ci-dessus peuvent être réduites en cas de bonne foi ou de force majeure par décision du conseil d'administration, rendue sur la proposition de la commission de recours gracieux. La décision du conseil doit être motivée.

Lorsque la comptabilité d'un employeur ne permet pas d'établir le chiffre exact des salaires payés par lui à un ou plusieurs de ses salariés, ou si ses déclarations s'avèrent inexactes, le montant de ces salaires est fixé forfaitairement par la Caisse en fonction des taux de salaire pratiqués dans la profession, et au lieu considéré, la durée d'emploi est déterminée d'après les déclarations des intéressés ou tout autre moyen de preuve.

En cas de carence de la Caisse, le forfait est établi par le directeur du Travail.

Article 55. — L'exécution financière des attributions de la Caisse de Compensation est suivie par le conseil d'administration.

La Caisse de Compensation est soumise à la surveillance financière du directeur du Contrôle financier dans le cadre des dispositions du décret n° 52/1336 du 19 décembre 1952.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 56. — Conformément aux dispositions de l'article premier, alinéa 3 du présent décret, les enfants des travailleurs salariés exerçant leur activité dans un territoire relevant de l'Union Africaine et Malgache, ouvrent droit aux prestations familiales aux taux et conditions prévus dans le territoire de résidence des enfants.

Le service des prestations est assuré par la Caisse du lieu de résidence de la personne chargée de l'entretien et de l'éducation des enfants, désignés comme il est dit ci-dessus, pour le compte de la Caisse du lieu d'emploi des bénéficiaires dans les conditions arrêtées par une convention passée entre les deux caisses, du modèle joint au présent décret.

La Caisse de Compensation de ce territoire représente la Caisse du lieu d'emploi et procède, pour le compte de cette dernière, au paiement des allocations qui lui sont à charge.

La convention passée entre les présidents des conseils d'administration des deux caisses comporte les dispositions suivantes :

1° Les salariés ouvrant droit aux prestations justifieront de leur situation de famille à la Caisse payante directement ou par l'intermédiaire de la Caisse débitrice et lui désigneront la personne chargée de l'entretien et de l'éducation des enfants, ils feront connaître dans les mêmes conditions les modifications survenues ultérieurement dans la composition de leur famille ou dans leurs droits aux prestations familiales.

A défaut de pièces justificatives, la Caisse payante fera toute diligence pour obtenir soit de la personne assurant la charge effective des enfants, soit des autorités locales, les justifications nécessaires à l'établissement de la situation de famille exacte des bénéficiaires au regard de la réglementation des prestations familiales.

2° En vue de permettre le décompte et le paiement des allocations, la Caisse débitrice fera connaître chaque trimestre à la Caisse payante le temps de travail salarié des ayants droit ainsi que la durée et la cause des interruptions de travail qui n'entraînent pas de suspension des prestations familiales.

La Caisse payante effectue ses opérations sous le contrôle de l'inspecteur du Travail de son ressort et justifie à tout moment de l'application de la convention.

3° La participation de la Caisse débitrice aux frais de gestion de la Caisse qui la représente est fixée chaque année par délibération des conseils d'administration des deux caisses.

Article 57. — Les charges de correspondances émanant de la Caisse de Compensation ou qui lui sont destinées sont supportées par la Caisse.

Les plis expédiés par les employeurs et les travailleurs sont admis sous enveloppe fermée, à la condition d'y porter du côté de la suscription le nom et l'adresse de l'expéditeur. Le service postal peut vérifier au bureau d'arrivée le contenu de ces correspondances en présence d'un représentant de la Caisse. Ce contrôle est exercé par épreuves et même d'office en cas de présomption d'abus. Les plis qui contiennent des documents étrangers au service de la Caisse de Compensation sont traités comme lettres non affranchies.

Sont considérées de même les correspondances qui, adressées par les employeurs et les travailleurs, ne portent pas le nom de l'expéditeur sur la suscription. Toutefois, pour éviter la taxation des plis et, le cas échéant, leur envoi au rebut, le bureau d'arrivée les ouvre d'office sans qu'il y ait lieu de convoquer le représentant du service destinataire. Si l'envoi est régulier, il est remis sans taxe, sinon il est renvoyé à l'expéditeur, non affranchi, et revêtu de la mention « documents étrangers au service ».

La franchise créée au profit des correspondances relatives à la Caisse donne lieu à remboursement pour rémunération des divers services rendus par le service des postes et télécommunications.

Ce forfait est déterminé sur la base de comptages périodiques des correspondances et des tarifs postaux en vigueur.

Article 58. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Article 59. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié selon la procédure d'urgence.

Fait à Libreville, le 21 mai 1973.

Albert Bernard BONGO.

Par le Président de la République
Chef du Gouvernement,

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

Lt-Colonel Raphaël MAMIAKA.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

ARRETE n° 601/MFPRA, portant ouverture d'un concours pour le recrutement direct de CINQ (5) agents de recouvrement du Trésor, et désignant les membres du jury de correction des épreuves.

Le Président de la République, Chef du Gouvernement,

Vu la loi n° 1/61 du 21 février 1961, portant constitution de la République gabonaise, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 263/PR du 7 mars 1973, fixant la composition du Gouvernement, modifié par le décret n° 406/PR du 28 mars 1973 ;

Vu la loi n° 9/67 en date du 16 juin 1967, fixant le statut général de la Fonction publique, modifiée par l'ordonnance n° 33/70 du 17 avril 1970 ;

Vu l'arrêté n° 94/MFP du 3 février 1959, instituant une indemnité spéciale pour la correction des concours et examens ;

Vu la lettre n° 1082/MEF-CAB du 2 avril 1973, du Ministre de l'Economie et des Finances, autorisant l'ouverture du dit concours :

Compte tenu des nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. — Un concours pour le recrutement direct de CINQ (5) agents de recouvrement du Trésor est ouvert à partir du 12 juin 1973 à Libreville et aux chefs-lieux des régions où se manifesteront les candidatures.

Ce concours est ouvert aux candidats des deux sexes de nationalité gabonaise remplissant les conditions suivantes :

- être âgé (e) de 18 ans au moins et de 30 ans au plus à partir de l'année en cours ;
- être titulaire d'une attestation de fin de classe de première des lycées et collèges, ou d'un diplôme technique équivalent.

Article 2. — Les candidats intéressés par le concours adresseront avant le 28 mai 1973, délai de rigueur, leur dossier de candidature au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, B. P. 496, à Libreville, comprenant les pièces suivantes :

- une demande manuscrite,
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- un certificat médical datant de moins de trois mois,
- une copie du diplôme ou attestation en tenant lieu, délivrée par le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique,
- une copie d'acte de naissance ou de jugement supplétif.

Article 3. — Le programme de ce concours est le suivant :

Lundi 9 juillet 1973

- de 8 h. à 11 h. : composition française sur un sujet d'ordre général (coef. 3) ;
- de 11 h. 15 à 12 h. 15 : commentaire de texte (coef. 2) ;
- de 15 h. à 18 h. : une épreuve de mathématiques.

Article 4. — La composition du jury de surveillance des épreuves sera fixée par décision des préfets des